Après les manifestations du 1er mai… quelles perspectives ?

Pour ne pas payer la crise du capitalisme, pour affronter le patronat et le gouvernement, pour gagner sur nos revendications… il faut une grève générale, comme en Guadeloupe !

Organisons-nous pour la préparer, pour imposer aux directions syndicales qu'elles y appellent et pour entrer en grève reconductible sans attendre, dès que possible !

Encore 70 000 chômeurs supplémentaires en un mois ! Depuis octobre, il y en a 2 à 3 000 de plus chaque jour ! **Les capitalistes multiplient les licenciements**, **les fermetures d'entreprises, le chômage partiel, les baisses de salaire.** Par ses prétendus « plans de relance », **Sarkozy offre des milliards aux banques et aux patrons**, tout en amplifiant ses attaques contre les acquis sociaux et les services publics (suppressions de postes de fonctionnaires, privatisations de la poste, du fret, de l'énergie, etc., attaques contre l'enseignement public…).

Mais dès le 29 janvier, et de nouveau le 19 mars, **des millions de travailleurs ont fait grève et manifesté pour dire leur refus de payer la crise du capitalisme**. En Guadeloupe et en Martinique, une grève générale déterminée a permis aux travailleurs d'infliger une défaite historique au patronat et au gouvernement. Dans les universités, une grève auto-organisée et illimitée des enseignants, personnels BIATOS et étudiants dure depuis le 2 février, avec des piquets de grève dans la moitié des facs. Dans les hôpitaux, la journée d'action du 28 avril a été un nouveau succès. Après celle des postiers du 92, qui a duré deux mois et demi, une grève reconductible est en cours dans l'énergie, cette fois au niveau national. Dans les usines, les débrayages, les séquestrations de patrons (actions légitimes qui effraient la bourgeoisie), mais surtout les **grèves auto-organisées, reconductibles et déterminées** (dont les médias parlent bien moins, car elles sont en fait beaucoup plus efficaces !) se multiplient, avec le soutien de la population.

Tous ces faits prouvent que **les travailleurs sont prêts au combat et qu'ils entrent en lutte dès que l'occasion s'en présente**, que ce soit par une explosion spontanée de colère ou à l'initiative de militants combatifs. Mais ces luttes restent dispersées, secteur par secteur, voire entreprise par entreprise. Or il est évident que, face à la crise du capitalisme et à la politique de Sarkozy, il n'est pas possible d'arracher des victoires importantes sans lutter tous ensemble en même temps. C'est pourquoi la grève générale jusqu'à satisfaction est à l'ordre du jour.

Mais **les principales directions syndicales (CFDT, CGT, FO, FSU), tout comme leurs amis des partis de la gauche institutionnelle (PS, PCF, PG…), refusent de**

se battre pour la grève générale : elles préfèrent participer aux « concertations » avec le patronat et le gouvernement et appellent à des « journées d'action » espacées, sans la moindre perspective. Bien sûr, nous avons de nouveau manifesté le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs. Notamment pour dire aux directions syndicales que nous voulons la grève générale, que nous exigeons un appel clair en ce sens. Mais elles poursuivent dans la même voie sans issue, en nous appelant de nouveau à des journées d'action les 26 mai (sans appel interprofessionnel à la grève !) et le 13 juin (un samedi !).

Pourtant, depuis le 19 mars, dans les syndicats (qui appartiennent aux travailleurs, non aux bureaucrates), notamment dans la CGT, la colère monte, les interpellations des dirigeants se multiplient pour qu'ils appellent à la grève générale. Le NPA ne doit pas être en retrait par rapport à ces interpellations qui montent de l'intérieur même des syndicats. Or, dans son communiqué du 2 mai, la direction du NPA souhaite que « *le front unitaire se maintienne et qu'il durcisse le ton, en appelant à généraliser les luttes, les grèves, en donnant de nouveaux rendez-vous qui favorisent la mobilisation, construisent le rapport de forces* ». Les travailleurs n'ont pas besoin que les bureaucrates les appellent à de nouveaux rendez-vous, à de nouvelles journées d'action. **Le NPA doit clairement se positionner contre la tactique des journées d'action et se battre pour imposer aux directions confédérales un appel clair à la grève générale sur la base d'une véritable plate-forme de revendications.**

C'est pourquoi **nous proposons que le NPA impulse partout la création de *comités de préparation de la grève générale.*** Il s'agit de permettre aux militants d'organisations diverses et au maximum de travailleurs non organisés de discuter et d'agir ensemble, jusqu'à la grève dès que possible. Il s'agit de définir collectivement nos revendications *(zéro licenciement, zéro fermeture d'entreprises, paiement à 100% du chômage partiel, répartition des heures de travail entre tous, 300 euros pour tous et indexation des salaires sur les prix, retrait de toutes les contre-réformes du gouvernement, régularisation de tous les sans papiers…).* Il s'agit d'exercer une pression maximale sur les directions syndicales pour qu'elles rompent avec le gouvernement et appellent enfin à la grève générale.

Il nous faut donc construire nous-mêmes l'unité contre les bureaucrates qui n'en veulent pas. Pour cela, le NPA devrait mettre toutes ses forces dans la coordination des comités de mobilisation, pour aider à la constitution d'une **Coordination Nationale interprofessionnelle des Délégués des travailleurs en lutte**. Cordonnons-nous au niveau national car notre lutte est une seule doit être centralisée ! Discutons avec nos camarades de Continental, Caterpillar, Toyota d'une plate-forme commune de revendications et de nos méthodes de lutte. C'est la seule façon d'imposer aux directions syndicales une autre stratégie, capable de nous amener à la victoire.

Tendance CLAIRE, le 6 mai 2009